

BVGer C-3360/2007 vom 20. November 2009

Bundesverwaltungsgericht, 2009-11-20, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_C-3360_2007

FR: TAF C-3360/2007 du 20 novembre 2009

IT: TAF C-3360/2007 del 20 novembre 2009

Regeste

Cas individuels d'une extrême gravité

Erwägungen

E. 1.1

Sous réserve des exceptions prévues à l'art. 32 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF, RS 173.32), le TAF, en vertu de l'art. 31 LTAF, connaît des recours contre les décisions au sens de l'art. 5 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA, RS 172.021) prises par les autorités mentionnées à l'art. 33 LTAF. En particulier, les décisions en matière d'exception aux mesures de limitation prononcées par l'ODM - lequel constitue une unité de l'administration fédérale telle que définie à l'art. 33 let. d LTAF - sont susceptibles de recours au TAF, qui statue définitivement (cf. art. 1 al. 2 LTAF en relation avec l'art. 83 let. c ch. 5 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral [LTF, RS 173.110], cette dernière disposition étant applicable mutatis mutandis aux exceptions aux nombres maximums).

E. 1.2

L'entrée en vigueur, le 1er janvier 2008, de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr, RS 142.20) a entraîné l'abrogation de la loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE, RS 1 113), conformément à l'art. 125 LEtr, en relation avec le chiffre I de son annexe 2, ainsi que celle de certaines ordonnances d'exécution (cf. art. 91 de l'ordonnance du 24 octobre 2007 relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative [OASA, RS 142.201]), tels notamment l'OLE, le règlement d'exécution du 1er mars 1949 de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers [RSEE, RO 1949 I 232] et l'ordonnance du 20 avril 1983 sur la procédure d'approbation en droit des étrangers (ci-après: l'OPADE; RO 1983 535). Dès lors que la demande qui est l'objet de la présente procédure de recours a été déposée avant l'entrée en vigueur de la LEtr, l'ancien droit (matériel) est applicable à la présente cause, conformément à la réglementation transitoire de l'art. 126 al. 1 LEtr. En revanche, conformément à l'art. 126 al. 2 LEtr, la procédure est régie par le nouveau droit.

E. 1.3

X._____ a qualité pour recourir (art. 48 al. 1 PA). Présenté dans la forme et les délais prescrits par la loi, le recours est recevable (cf. art. 50 et 52 PA).

E. 1.4

Le recourant peut invoquer devant le Tribunal la violation du droit fédéral, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation, la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents ainsi que l'inopportunité de la décision entreprise, sauf lorsqu'une autorité

cantonale a statué comme autorité de recours (cf. art. 49 PA). A teneur de l'art. 62 al. 4 PA, l'autorité de recours n'est pas liée par les motifs invoqués à l'appui du recours. Aussi peut-elle admettre ou rejeter le pourvoi pour d'autres motifs que ceux invoqués. Dans son arrêt, elle prend en considération l'état de fait et de droit (sous réserve du ch. 1.2 ci-dessus) régnant au moment où elle statue (cf. consid. 1.2 de l'arrêt du Tribunal fédéral 2A.451/2002 du 28 mars 2003, partiellement publié [ATF 129 II 215]).

E. 2.1

Ne sont pas comptés dans les nombres maximums les étrangers qui obtiennent une autorisation de séjour dans un cas personnel d'extrême gravité ou en raison de considérations de politique générale (art. 13 let. f OLE).

E. 2.2

L'exception aux nombres maximums prévue par l'art. 13 let. f OLE a pour but de faciliter la présence en Suisse d'étrangers qui, en principe, seraient soumis au contingentement des autorisations de séjour, mais pour lesquels l'application du système des nombres maximums apparaît, par suite de circonstances particulières, comme trop rigoureuse.

E. 2.3

Il découle de la formulation de l'art. 13 let. f OLE que cette disposition dérogatoire présente un caractère exceptionnel et que les conditions pour une reconnaissance d'un cas de rigueur doivent être appréciées de manière restrictive. Il est nécessaire que l'étranger concerné se trouve dans une situation de détresse personnelle. Cela signifie que ses conditions de vie et d'existence, comparées à celles applicables à la moyenne des étrangers, doivent être mises en cause de manière accrue, c'est-à-dire que le refus de soustraire l'intéressé aux restrictions des nombres maximums comporte pour lui de graves conséquences. Lors de l'appréciation du cas d'extrême gravité, il y a lieu de tenir compte de l'ensemble des circonstances du cas particulier. La reconnaissance d'un tel cas n'implique pas forcément que la présence de l'étranger en Suisse constitue l'unique moyen pour échapper à une situation de détresse. D'un autre côté, le fait que l'étranger ait séjourné en Suisse pendant une assez longue période, qu'il s'y soit bien intégré socialement et professionnellement et que son comportement n'ait pas fait l'objet de plaintes ne suffit pas, à lui seul, à constituer un cas d'extrême gravité; il faut encore que sa relation avec la Suisse soit si étroite qu'on ne puisse exiger qu'il aille vivre dans un autre pays, notamment dans son pays d'origine. A cet égard, les relations de travail, d'amitié ou de voisinage que le requérant a pu nouer pendant son séjour ne constituent normalement pas des liens si étroits avec la Suisse qu'ils justifieraient une exemption des mesures de limitation du nombre des étrangers (cf. notamment ATAF 2007/16 consid. 5.1 et 5.2, ainsi que jurisprudence et doctrine citées). S'agissant des séjours effectués sans autorisation idoine, illégaux ou précaires, le TAF a considéré, en référence à la jurisprudence du Tribunal fédéral, que de manière générale, de tels séjours ne pouvaient pas être pris en compte dans l'examen d'un cas de rigueur, respectivement que la longue durée d'un tel séjour en Suisse n'était pas un élément constitutif d'un cas personnel d'extrême gravité. Sinon, l'obstination à violer la législation en vigueur serait en quelque sorte récompensée (cf. ATAF 2007/16 précité consid. 5.4 et la jurisprudence citée; voir également l'arrêt du TAF C-290/2006 du 15 juin 2009 consid. 2.4). Ainsi que l'a retenu la Haute Cour, il convient d'appliquer aux personnes en situation irrégulière les mêmes critères qu'aux autres étrangers, l'art. 13 let. f OLE n'étant pas en premier lieu destiné à régulariser la situation de cette catégorie de personnes. Il n'y a donc pas lieu de définir à leur

intention un critère particulier d'intégration sociale pour tenir compte des difficultés inhérentes à la condition de clandestin, et de leur accorder sous cet angle un traitement de faveur - par rapport aux étrangers qui ont toujours séjourné en Suisse en respectant les prescriptions de police des étrangers - dans l'application de la disposition précitée (cf. ATF 130 II 39 consid. 5.4).

E. 3.1

A l'instar de l'autorité vaudoise compétente en matière de droit des étrangers qui s'est déclarée disposée, le 19 septembre 2006, à délivrer au recourant une autorisation de séjour fondée sur l'art. 13 let. f OLE, l'ODM a, dans la décision querellée du 10 avril 2007, examiné la situation de l'intéressé sous l'angle de cette dernière disposition. Or, il résulte de l'art. 12 al. 2 OLE que les nombres maximums ne sont pas valables pour les personnes qui, comme cela a été le cas pour le recourant, ont obtenu délivrance d'une autorisation de séjour au titre du regroupement familial selon l'art. 3 al. 1 let. c OLE (membres étrangers de la famille de ressortissants suisses), même si la cause initiale de non-assujettissement a disparu (cf. arrêts du Tribunal fédéral 2A.258/1997 du 23 septembre 1997 consid. 2c et 2A.159/1996 du 8 juillet 1996 consid. 2). Il ne saurait donc y avoir place pour une procédure d'exemption aux mesures de limitation à l'égard de ces personnes, tant et aussi longtemps qu'il n'y a pas eu de leur part une rupture du séjour en Suisse. En l'espèce, l'examen des pièces du dossier ne permet pas de déterminer avec certitude si, à la suite du divorce d'avec son épouse suisse (10 février 1994), X. _____ a effectivement ou non quitté la Suisse pour une période prolongée. Selon un rapport de police du 18 janvier 1995, le recourant n'a cependant pas pu être localisé au terme des recherches effectuées à cette époque en ville de Lausanne. En outre, il ressort de l'entretien téléphonique intervenu le 26 octobre 2000 entre X. _____ et la police municipale lausannoise que l'intéressé a exprimé à cette occasion son intention de quitter le territoire helvétique pour aller vivre jusqu'à la fin de l'année chez sa soeur en France. Il apparaît ainsi vraisemblable que le recourant a séjourné, après le mois de février 1994, à l'étranger pendant une période prolongée qui marquerait une véritable rupture de sa présence en Suisse.

E. 3.2

Cette question peut cependant demeurer indécise, dès lors que, pour l'examen d'une éventuelle prolongation de l'ancienne autorisation de séjour dont X. _____ était titulaire en sa qualité d'époux d'une ressortissante suisse dans le cadre de l'art. 4 LSEE, l'autorité serait de toute manière appelée à se fonder sur les mêmes critères que ceux retenus pour l'admission d'une situation de rigueur au sens de l'art. 13 let. f OLE (cf. pour ce qui est des conditions d'application de cette dernière disposition notamment l'ATAF 2007/16 consid. 5.1 et 5.2). En effet, dans l'hypothèse où le ressortissant étranger concerné ne peut plus revendiquer le renouvellement de son autorisation de séjour sur la base de l'art. 7 al. 1 LSEE en raison du fait que le mariage dont il se prévaut n'existe plus que formellement ou parce que son mariage a été dissous par le divorce, les autorités cantonales restent libres, dans le cadre de leur pouvoir d'appréciation, de proposer la délivrance d'une autorisation de séjour à l'intéressé qui aurait fait preuve d'une intégration particulière. Procédant, dans le cadre de cet examen, à une pondération des intérêts publics et privés en présence (art. 16 LSEE), l'autorité évitera les situations de rigueur en prenant en considération différents éléments, notamment la durée du séjour, les liens personnels avec la Suisse, la situation professionnelle, le comportement et le degré d'intégration (cf. à cet égard le chiffre 654 des Directives et commentaires de l'ODM : Entrée, séjour et marché du travail [Directives

LSEE], abrogées suite à l'entrée en vigueur de la LEtr mais auxquelles il convient de se référer dans la mesure où l'ancien droit matériel est applicable en l'espèce [cf. consid. 1.2 supra] : www.bfm.admin.ch > Thèmes > Bases légales > Directives et commentaires > Archive Directives et commentaires (abrogé) > Directives et commentaires: Entrée, séjour et marché du travail; consulté le 15 octobre 2009; cf. également les arrêts du TAF C-4878/2007 du 22 septembre 2009 consid. 7.1 et 7.2, C-7441/2007 du 17 septembre 2009 consid. 7, C-2931/2007 du 30 juin 2009 consid. 6.1 à 6.3 et jurisprudence citée).

E. 3.3

D'autre part, aussi bien pour l'appréciation du cas opérée sous l'angle de l'art. 13 let. f OLE que pour l'appréciation du cas effectuée sur la base de l'art. 4 LSEE, la compétence décisionnelle appartient à la Confédération, et plus particulièrement à l'ODM (cf. les art. 40 al. 1 et 99 LEtr, en relation avec l'art. 85 OASA, qui ont remplacé, à partir du 1er janvier 2008, les règles de compétence prévues, pour ce qui est de l'examen de la question d'une exception aux mesures de limitation, par l'art. 15 LSEE et les art. 51 et 52 OLE, en particulier l'art. 52 let. a OLE [voir en ce sens ATAF 2007/16 consid. 4.3, ainsi que jurisprudence et doctrine citées], et, pour ce qui est de la question d'un éventuel renouvellement des conditions de séjour en considération de l'art. 4 LSEE, par l'art. 18 al. 4 LSEE, l'art. 51 OLE et l'art. 1 al. 1 let. a et c OPADE [voir sur ce second point notamment l'arrêt du TAF C-555/2006 du 10 septembre 2009 consid. 5.1]) et au TAF, en vertu de l'effet dévolutif du recours (cf. art. 54 PA).

E. 4.1

Dans un premier temps, X._____ a indiqué être arrivé en Suisse le 2 décembre 1992 (cf. rubrique no 6 du «questionnaire A/B» signé le 22 mars 1993 par l'intéressé) et a allégué, dans un second temps, se trouver déjà en ce pays depuis le mois de mars 1988 (cf. notamment demande d'autorisation de séjour du 16 février 2005 déposée auprès du SPOP et rapport d'arrivée signé le 11 août 2007). Pour autant qu'il soit admis que le recourant n'a jamais quitté entre-temps le territoire helvétique pour une période prolongée, il y résiderait depuis plus de vingt ans.

E. 4.1.1

Dans ce contexte, il convient de rappeler que l'intéressé a bénéficié d'une régularisation de ses conditions de résidence en Suisse après qu'il eût épousé, le 4 mars 1993, une ressortissante de ce pays. Leur divorce a toutefois été prononcé le 10 février 1994. L'autorisation annuelle qui avait été délivrée à X._____ au titre du regroupement familial a dès lors pris fin au mois de mars 1994. La vie commune du recourant et de son épouse, si tant est qu'elle ait véritablement eût lieu (selon une lettre adressée par le mandataire de l'épouse suisse le 2 septembre 1993 au Contrôle des habitants de la commune de Lausanne, l'intéressé n'aurait jamais habité au domicile conjugal), a ainsi été brève, puisqu'elle a pris fin moins d'une année après la conclusion du mariage. Le TAF ne saurait dès lors considérer, au vu de la courte durée de l'union réellement vécue entre les époux, que celle-ci ait été de nature à créer, pour le recourant, des attaches suffisamment importantes avec la Suisse pour justifier à elle seule le renouvellement de ses conditions de séjour en ce pays.

E. 4.1.2

Durant le reste de la période pendant laquelle il a vécu en Suisse, X._____ y a résidé, selon ce qu'il ressort des pièces du dossier, tantôt en toute illégalité, tantôt, pour ce qui est du laps de temps correspondant à l'examen de sa demande d'autorisation de séjour pour cas

personnel d'extrême gravité (art. 13 let. f OLE), au bénéfice successivement d'une simple tolérance cantonale et d'une mesure provisionnelle, lesquelles, de par leur caractère provisoire et précaire, ne sauraient en principe être prises en considération dans l'examen d'un cas de rigueur (cf. notamment ATAF 2007/44 consid. 5.2). Si l'on tient compte du séjour que le recourant a soutenu avoir passé en Suisse avant la conclusion de son mariage intervenue au mois de mars 1993 (séjour ayant débuté, selon ses dires, au mois de mars 1988), force est en effet de constater qu'un tel séjour, pour lequel l'intéressé ne s'est jamais annoncé aux autorités vaudoises compétentes en matière de droit des étrangers et au cours duquel ce dernier a admis avoir exercé diverses activités lucratives sans autorisation idoine, a ainsi été accompli de manière tout à fait illégale (cf. art. 1a à 3 LSEE et art. 1 et 2 RSEE). D'autre part, il appert que, durant les seize années suivantes qu'il a déclaré avoir passées en Suisse, le recourant n'y a résidé que pendant une seule année au bénéfice d'une autorisation formelle de police des étrangers. Il s'avère en effet au vu des pièces du dossier qu'à l'échéance (mars 1994) de l'autorisation de séjour à l'année dont l'intéressé avait reçu délivrance pour vivre auprès de son épouse suisse, la disparition de ce dernier a formellement été annoncée par sa commune de résidence (Lausanne) à l'autorité vaudoise compétente en matière de droit des étrangers (cf. notice écrite de la commune précitée du 22 mars 1994 figurant sur la lettre envoyée à cette dernière le 17 mars 1994 par l'Office vaudois de contrôle des habitants et de police des étrangers en vue de l'envoi d'une copie du jugement de divorce). X. _____ n'a plus donné signe de vie aux autorités jusqu'à son interpellation par la police neuchâteloise le 20 août 2000 à Peseux. Au cours de l'entretien téléphonique qu'il a eu le 26 octobre 2000 avec la police municipale lausannoise, X. _____ a indiqué être demeuré après son divorce à Lausanne et avoir toujours travaillé jusque-là, ajoutant qu'il allait quitter la Suisse le même jour pour se rendre, pendant une période de deux mois environ, chez sa soeur en France. Aussi, compte tenu des infractions commises à la législation suisse sur les étrangers, l'Office fédéral compétent a-t-il été amené, sur proposition du canton de Vaud, à prononcer contre lui, le 16 novembre 2000, une interdiction d'entrée en Suisse d'une durée de trois ans. L'examen des pièces du dossier ne permet pas de savoir si le recourant a eu ou non connaissance de cette mesure d'éloignement. Il reste que, selon les assertions formulées par l'intéressé à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour du 16 février 2005, ce dernier n'en a pas moins continué, jusqu'alors, de vivre et de travailler clandestinement en Suisse. Ce faisant, X. _____, à l'endroit duquel une mesure de renvoi n'était point envisageable en tant que son lieu de domicile demeurait inconnu des autorités, a incontestablement fait fi, pendant une période supplémentaire d'une dizaine d'années, des règles régissant le séjour et l'établissement des étrangers en Suisse. Or, les années passées dans la clandestinité ne peuvent être décisives pour l'appréciation du cas (cf. notamment ATAF 2007/16 précité consid. 5.4; voir aussi l'arrêt du TAF C-524/2006 du 4 mai 2009 consid. 9.2 et réf. cit.). Même s'il ne faut pas exagérer l'importance des infractions aux prescriptions de police des étrangers qui sont inhérentes à la condition de travailleur clandestin, il n'est néanmoins pas contradictoire de tenir compte de tels éléments dans l'analyse du cas particulier (cf. ATF 130 II 39 consid. 5.2). Au demeurant, de sérieux doutes subsistent quant à la continuité du séjour du recourant sur territoire helvétique durant les années 1988 à 2005. Indépendamment du fait que, dans le questionnaire A/B qu'il a signé le 22 mars 1993, X. _____ a indiqué, sans réserve aucune, qu'il était arrivé en Suisse le 2 décembre 1992 en provenance de Tunisie, il résulte de l'extrait du casier judiciaire tunisien produit à cette époque par l'intéressé que celui-ci était, au moment de l'établissement dudit document (11 novembre 1992) par le

Ministère de l'Intérieur, domicilié à Tunis. En outre, ainsi que l'a évoqué le SPOP dans les déterminations écrites qu'il a adressées le 21 décembre 2005 au Tribunal administratif vaudois, le recourant a allégué avoir également une boutique de vêtements à Tunis, sis à la rue du Sept-Novembre (cf. p. 2 ch. 5 de la demande d'autorisation de séjour du 16 février 2005). De plus, les indications figurant sur l'extrait du Registre vaudois du commerce du 23 septembre 2004 relatif à création d'une succursale de la société de confection de vêtements créée par l'intéressé mentionnent que celui-ci est domicilié à Tunis. Il résulte dès lors de ce qui précède que la durée du séjour du recourant en Suisse (même en tenant compte de la période comprise entre 1988 et 1993) est certes non négligeable, mais doit être fortement relativisée au vu du caractère tantôt illégal, tantôt précaire, de la quasi totalité de ce séjour. En conséquence, X. _____ ne saurait, dans la mesure où il a presque toujours vécu en Suisse sans autorisation normale, tirer parti de la seule durée de sa présence en ce pays pour bénéficier d'une exception aux mesures de limitation (cf. en ce sens notamment l'arrêt du Tribunal fédéral 2A.3/2000 du 15 février 2000 consid. 2b; voir aussi, pour ce qui est des cas de refus d'exception au sens de l'art. 13 let. f OLE confirmés par le Tribunal fédéral à l'égard de personnes célibataires ayant accompli un séjour de longue durée en Suisse, les arrêts 2A.21/2006 du 23 février 2006 [vingt ans de présence en ce pays], 2A.10/2006 du 18 janvier 2006 [hypothèse de plus de quinze ans de séjour retenue] et 2A.199/2006 du 2 août 2006 [séjour de plus de quatorze ans]). Au demeurant, le simple fait pour un étranger de séjourner en Suisse pendant de longues années, y compris à titre légal, ne permet pas d'admettre un cas personnel d'extrême gravité sans que n'existent d'autres circonstances tout à fait exceptionnelles à même de justifier l'existence d'un cas de rigueur (ATAF 2007/16 précité consid. 7; cf. également arrêt du TAF C-387/2006 du 20 avril 2009 consid. 4.1 et réf. citée). Pour rappel, le recourant se trouve en effet dans une situation comparable à celle de nombreux étrangers qui sont appelés à quitter la Suisse au terme d'un séjour autorisé ou non et qui, ne bénéficiant d'aucun traitement particulier, demeurent soumis aux mesures de limitation (cf. ATAF 2007 ibidem).

E. 4.2

Cela étant, il convient d'examiner les critères d'évaluation qui, autres que la seule durée du séjour en Suisse, pourraient rendre le retour de X. _____ en Tunisie particulièrement difficile. Ainsi que précisé ci-dessus, selon la jurisprudence développée par le Tribunal fédéral et reprise par le TAF, le fait que l'étranger ait séjourné en Suisse pendant une assez longue période, qu'il s'y soit bien intégré socialement et professionnellement et que son comportement n'ait pas fait l'objet de plaintes ne suffit pas à constituer un cas d'extrême gravité (cf. ATAF 2007 précité consid. 8.2 et arrêt cité du Tribunal fédéral). En effet, il faut encore que le refus de soustraire l'étranger aux restrictions des nombres maximums comporte pour lui de graves conséquences. Autrement dit, il est nécessaire que ses conditions de vie et d'existence, comparées à celles applicables à la moyenne des étrangers, soient mises en cause de manière accrue (cf. supra consid. 2.3).

E. 4.2.1

Durant sa présence en Suisse, l'intéressé a exercé différentes activités lucratives, en particulier en collaborant à l'exploitation d'un établissement public, puis en travaillant dans le domaine des antiquités et dans celui du commerce de vêtements. Au titre de cette dernière activité commerciale, il a notamment ouvert un magasin à Lausanne, avant d'exploiter dans la même ville un commerce et de constituer une société anonyme, qui sera ensuite transformée en société à responsabilité limitée. Dans le cadre de ladite société (qui,

comme signalé plus loin dans les considérants du présent arrêt, se trouve actuellement en liquidation), X. _____ s'occupait de la gestion de trois magasins (deux à Lausanne et un à Bienne), pour lesquels il avait obtenu la distribution exclusive en Suisse de plusieurs marques de vêtements. Sa société était active également dans l'organisation de diverses manifestations, notamment de concerts (cf. sur ces divers points les considérants en fait de l'arrêt du Tribunal administratif vaudois du 1er juin 2006 [pp. 1 et 2 de l'arrêt]). Dans ce contexte, il est indéniable que le recourant a connu, pendant la première partie de son séjour en Suisse, une ascension professionnelle remarquable. Contrairement à ce qu'il avançait à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour pour cas personnel d'extrême gravité, X. _____ n'est toutefois plus en mesure de se prévaloir actuellement des avantages économiques générés par son entreprise ou de la création d'emplois dans la région lausannoise. Comme le révèlent les renseignements que renferme l'extrait de la Feuille officielle suisse du commerce du 24 juin 2009 figurant dans les pièces du dossier cantonal, la société à responsabilité limitée dont l'intéressé était le gérant a en effet été l'objet d'une procédure de faillite, suspendue faute d'actif et clôturée le 8 avril 2009. En raison d'une opposition formée contre sa radiation, ladite société a ensuite été réinscrite au Registre du Commerce du canton de Vaud en tant que société en liquidation (cf. sur ce dernier point le site internet www.fosc.ch > rechercher : Z. _____ Sàrl - dans toutes rubriques; consulté le 15 octobre 2009). Au demeurant, bien que le TAF ait octroyé au recourant, dans le cadre du délai qui lui avait été fixé pour le dépôt de ses observations à la suite de la réponse et de la duplique formulées par l'autorité inférieure, une première prolongation de ce délai (cf. ordonnance du 16 janvier 2009), puis, en tant que l'intéressé souhaitait, compte tenu des difficultés financières rencontrées par son entreprise, apporter un complément d'informations, une seconde prolongation dudit délai (cf. ordonnance du 19 février 2009), ce dernier a de lui-même renoncé à présenter à l'autorité judiciaire précitée sa situation actuelle.

E. 4.2.2

Sur le plan social, il résulte des dépositions écrites versées au dossier que le recourant s'est constitué un large réseau d'amis dans la région lausannoise. X. _____ oeuvre de surcroît comme bénévole depuis plusieurs années pour une organisation caritative suisse. En sa qualité d'employeur, l'intéressé a engagé également des stagiaires proposés par l'Office régional de placement de Lausanne. Par ailleurs, si l'on excepte les infractions qu'il a commises aux prescriptions de police des étrangers, il apparaît que l'intéressé ne s'est pas fait spécialement connaître des services de police au cours des années passées en Suisse. De plus, il n'a pas émargé à l'assistance publique. Ces différents éléments, qui démontrent que le recourant a déployé de louables efforts pour s'intégrer au tissu social lausannois, ne sont pas à négliger. Toutefois, dans le cadre d'une appréciation globale de la situation personnelle de l'intéressé, ils n'ont pas, en eux-mêmes, un poids suffisant pour justifier l'admission d'un cas de rigueur au sens de l'art. 13 let. f OLE et doivent du reste être tempérés au regard de l'attitude générale adoptée par l'intéressé à l'endroit des autorités pendant son séjour en Suisse. Contrairement aux assertions de X. _____ affirmant n'avoir été l'objet d'aucune plainte durant sa présence sur sol helvétique (cf. notamment p. 3 de sa demande d'autorisation de séjour du 16 février 2005 et p. 6 ch. 6 du recours formé le 29 août 2005 auprès du Tribunal administratif vaudois), le comportement de l'intéressé en Suisse se révèle, au vu du mépris dont ce dernier a fait montre à l'égard des dispositions régissant le séjour des étrangers en ce pays, de loin pas exempt de tout reproche (cf. consid. 4.1.2 supra). S'ajoutent à cela le fait que le recourant a, en maintes occasions, refusé de prêter tout

le concours que les autorités étaient en droit d'attendre de sa part du point de vue de la régularisation de ses conditions de résidence en Suisse. Il n'est qu'à relever en ce sens la fausse identité sous laquelle l'intéressé s'est, dans un premier temps, légitimé lors de son interpellation par la police neuchâteloise au mois d'août 2000, ainsi que les refus de ce dernier de donner suite aux convocations de la police ou de se conformer aux formalités prévues pour le règlement de ses conditions de séjour en Suisse. En dépit des demandes répétées qui lui ont été adressées par le SPOP à partir du 20 avril 2005, puis par le Contrôle des habitants de Lausanne, en vue de la signature d'une déclaration d'arrivée, X._____ n'a ainsi obtempéré à ces demandes que le 11 décembre 2007, en se présentant à cette dernière autorité muni d'un rapport d'arrivée (cf. fiche de renseignements du Service du contrôle des habitants de Lausanne établie le 31 mars 2008 à l'attention du SPOP). Dans ces circonstances, l'on ne saurait retenir que l'intéressé a fait preuve d'un comportement irréprochable durant sa présence sur le territoire helvétique. A signaler encore le fait que le recourant a été l'objet en Suisse de plusieurs poursuites pour dettes.

E. 4.2.3

Par ailleurs, si X._____ a vécu de nombreuses années de son existence en Suisse, c'est en Tunisie qu'il a passé son enfance et vécu tout au moins le début de son adolescence. Il s'y est ainsi forgé sa personnalité, tant sur les plans social que culturel (cf. ATF 123 II 125 consid. 5b/aa). Bien que l'intéressé s'en défende, il n'est pas vraisemblable que sa patrie lui soit devenue à ce point étrangère qu'il ne serait plus en mesure, après une période de réadaptation, d'y retrouver ses repères. Sa réinsertion en Tunisie sera d'autant moins difficile que ses proches parents (sa mère et deux de ses frères) résident dans ce pays (cf. p. 2 ch. 1 du mémoire de recours). Par contre, X._____ ne peut pas se prévaloir de liens familiaux en Suisse. Aucun enfant n'est en outre issu de son union avec son ancienne épouse suisse. Dans ces conditions, le recourant conserve nécessairement des attaches socioculturelles et familiales avec son pays d'origine, même s'il convient d'admettre que ces attaches se sont «distendues» du fait de son absence. De ce point de vue, le TAF ne saurait suivre l'avis du recourant lorsqu'il laisse entendre qu'il a rompu tous les liens avec son pays d'origine (cf. p. 3 ch. 2 du mémoire de recours), puisqu'il y a non seulement sa famille, mais qu'il continue de correspondre avec elle, en particulier par des entretiens téléphoniques réguliers avec sa mère (cf. mémoire de recours, ibidem).

E. 4.2.4

D'autre part, le TAF se doit de constater que l'intéressé n'invoque pas d'éléments relatifs à son âge ou à sa santé qui seraient de nature à influencer de manière négative, en cas de retour dans son pays d'origine, sur les efforts qu'il sera naturellement appelé à consentir afin de parvenir à se réadapter à la société tunisienne. Âgé actuellement de quarante-six ans et ayant fait la preuve, durant sa présence en Suisse, de grandes qualités d'adaptation, X._____, qui n'a pas de charge de famille, dispose des ressources suffisantes pour surmonter les difficultés initiales liées à sa réinstallation en Tunisie. L'expérience professionnelle (notamment dans le domaine de la confection) que le recourant a acquise sur le plan commercial durant son séjour dans le canton de Vaud constituera sans aucun doute un atout en ce sens (cf. au demeurant consid. 4.1.2 p. 14 ci-dessus). Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de penser qu'il se trouvera, à son retour en Tunisie, dans une situation sensiblement plus pénible que celle de ses compatriotes contraints, comme lui, de regagner leur pays d'origine. Certes, une grande partie de sa vie d'adulte s'est apparemment déroulée en Suisse, mais, encore une fois, la portée de ces nombreuses années passées sur

territoire helvétique doit être fortement relativisée en raison du cadre dans lequel elles se sont déroulées (cf. sur ce dernier point l'arrêt du Tribunal fédéral 2A.432/2003 du 1er octobre 2003 consid. 2.2).

E. 4.3

Le recourant se fonde également sur les liens qu'il a noués dans la région lausannoise pour se réclamer du droit à la protection de la vie privée au sens de l'art. 8 par. 1 CEDH.

E. 4.3.1

Dans sa jurisprudence, le Tribunal fédéral a eu plusieurs fois l'occasion de rappeler que le droit à une autorisation de séjour garanti par cette disposition ne pouvait en être déduit qu'à des conditions extrêmement restrictives, le requérant devant entretenir avec la Suisse des relations d'ordre privé d'une intensité toute particulière et avoir fait preuve d'une intégration singulièrement profonde, au-delà de la normale, dépassant des attaches de simple nature privée, sociale ou professionnelle, soit s'être créé un réseau social intensif s'étendant au-delà du cadre strictement familial ou domestique (cf. ATF 130 II 281 consid. 3.2.1, 126 II 377 consid. 2c/aa et jurisprudence citée). Dans ce contexte, il est nécessaire que l'intégration soit parfaite et qu'il y ait un véritable enracinement en Suisse dans le sens que le cadre de vie («Lebensgestaltung») apparaisse pratiquement impossible ailleurs, notamment dans le pays d'origine (cf. arrêt du Tribunal fédéral 2C_425/2007 du 13 novembre 2007 consid. 2.1.2). Le Tribunal fédéral n'a admis un tel droit que dans des cas exceptionnels et a notamment considéré qu'un étranger ayant vécu pendant seize ans en Suisse en y développant normalement ses relations privées ("und die damit verbundenen üblichen privaten Beziehungen") ne pouvait déduire un droit à une autorisation de séjour (arrêt non publié du Tribunal fédéral du 3 novembre 1994 dans la cause Canbulat, consid. 2b).

E. 4.3.2

En l'espèce, le recourant vit certes depuis longtemps en Suisse. Cependant, ainsi que cela a été exposé ci-dessus (cf. consid. 4.1.2 supra), l'intéressé a passé une part importante de son séjour en Suisse dans la clandestinité, de sorte que, pour ce motif déjà, il ne saurait soutenir que son intégration en ce pays revêt un caractère exceptionnel. Dès lors, il n'y a pas lieu de reconnaître à X._____ un droit de séjour sur la base de l'art. 8 par. 1 CEDH (cf. en ce sens notamment l'arrêt du Tribunal fédéral 2C_774/2008 du 15 janvier 2009 consid. 2.2).

E. 5

Le TAF est conscient qu'un départ après un séjour de plusieurs années en Suisse n'est pas exempt de difficultés et il est probable que le recourant sera, de retour en Tunisie, confronté à une situation économique inférieure à celle qu'il a connue en Suisse. Toujours est-il que sur ce point, sa position est comparable à celle de nombreux étrangers appelés à quitter la Suisse au terme du séjour pour lequel ils avaient obtenu une autorisation. L'examen de l'ensemble des pièces du dossier amène dès lors le TAF à conclure que la situation de X._____ n'est pas constitutive d'un cas personnel d'extrême gravité au sens de l'art. 13 let. f OLE. Aussi est-ce à bon droit que l'autorité intimée a écarté sa demande d'exception aux mesures de limitation fondée sur cette disposition.

E. 6

Il s'ensuit que la décision querellée de l'ODM du 10 avril 2007 ne contrevient pas au droit fédéral ni ne saurait être considérée comme inopportune (cf. art. 49 PA). En conséquence, le recours est rejeté. Vu l'issue de la cause, il y a lieu de mettre les frais de procédure à la

charge du recourant, conformément à l'art. 63 al. 1 PA en relation avec les art. 1 à 3 du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral [FITAF, RS 173.320.2]). (dispositif page suivante)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.